

CIBLE

Sarkozy

Lorsque Jacques Chirac annonça que Nicolas Sarkozy participerait au gouvernement Villepin avec le rang de ministre d'État, nous avons hésité entre l'analyse politique et l'examen psychopathologique.

Heureusement, Nicolas Sarkozy, qui a réponse à tout et qui peut donc répondre pour lui-même, a expliqué pourquoi il avait conclu ce marché.

Hors du gouvernement, le chef de l'UMP aurait été le juge et le futur bourreau. À l'intérieur, il sera la victime des méchants chiraquiens.

Mais la proie pantelante pousse le cynisme jusqu'à dire comment elle se prépare à tuer. En compagnie de ses complices, Brice Hortefeux (aux Collectivités territoriales) et Christian Estrosi (à l'Aménagement du territoire), elle va utiliser le ministère de l'Intérieur comme machine à organiser et à gagner toutes les élections de 2007. Puis, la besogne étant faite, le ministre démissionnera « fin 2006 » pour entrer en campagne.

Scénario impeccable qui démontre impeccablement que Nicolas Sarkozy n'a aucun sens de l'État.

OLIGARQUES

Ils n'ont rien compris

Humanitaire

Mascarade et dégâts

p. 12

Idées

Paul Ricoeur

p. 9

Jean-Marc Varaut

Avocat célèbre, philosophe discret, royaliste fervent, Jean-Marc Varaut est mort le 26 mai. C'était notre ami, proche de la Nouvelle Action royaliste et qui défendit à la fin de sa vie un de ses militants injustement accusé.

C'est un ami que je pleure. Au tournant des années cinquante, c'est Jean-Marc qui m'avait accueilli la première fois parmi les étudiants royalistes du Quartier latin si bien que je l'ai toujours considéré un peu comme mon « ancien » en politique. Il était alors secrétaire général des étudiants de la Restauration nationale, ce qui impliquait une responsabilité pour l'ensemble des universités françaises, en cette époque tumultueuse où tous les militants politiques étaient impliqués fortement dans les luttes engendrées par le mouvement de décolonisation.

Depuis, nous ne nous sommes jamais perdus de vue. Premier secrétaire de la Conférence du stage des avocats de Paris, Jean-Marc Varaut se fit très vite connaître et reconnaître comme excellent pénaliste et magnifique orateur. Il n'en demeura pas moins fidèle à ses convictions royalistes, qu'il inscrivit dans la grande tradition du libéralisme politique français.

Sa croyance religieuse, celle d'un catholique de tradition, sa fidélité politique, ses origines sociales et ses prises de positions dans les années quatre-vingt auraient du lui valoir une étiquette de droite. Jean-Marc Varaut ne fut-il pas, de surcroît, l'avocat de Maurice Papon ?

Ce vieux compagnon échappait pourtant aux classifications partisans. J'en veux pour ultime preuve les éloges, d'une remarquable justesse, publiés par Stéphane Durand-Souffland dans *Le Figaro* et par Jean-Michel Dumay dans *Le Monde* (1). Tous deux disent bien que cet avocat catholique et monarchiste, ancien défenseur de « soldats perdus » de l'Algérie française, avait pour amis proches ses confrères Roland Dumas et Jacques Vergès et que sa défense de Maurice Papon fut saluée par ses adversaires.

J'ajoute que cet ancien candidat du Parti républicain comptait parmi les sympathisants de la Nouvelle Action royaliste. Un débat avec Bertrand Renouvin, publié dans une re-

vue aujourd'hui disparue (2), atteste que Jean-Marc Varaut défendait pour les mêmes raisons que nous la Constitution monarchique de la V^e République. Les auditeurs de nos Mercredis parisiens purent constater cette proximité intellectuelle et politique lorsque Jean-Marc vint présenter plusieurs de ses ouvrages et animer joyeusement les dîners qui suivaient la réunion.

L'indépendance d'esprit de notre ami venait sans doute de son éducation et de sa vive intelligence, mais aussi d'un travail acharné qui lui permit de développer ses qualités.

Parmi les rédacteurs de *Royaliste* certains se souviennent de ce grand avocat qui assistait aux séminaires de Pierre Boutang, prenant humblement des notes aux côtés de gamins et de gamines de vingt ans – et non loin de sa fille, Laurence-Alexandra – avant d'aller plaider une affaire difficile. Après licence, maîtrise et DEA, Jean-Marc Varaut soutint en 1984 une thèse sur « Crime et libre-arbitre, histoire critique du concept de responsabilité pénale »

qui lui valut le doctorat d'État en philosophie. Bien des ouvrages suivirent, presque tous consacrés aux questions relatives au droit et à la justice (3). En 1996, son élection à l'Académie des Sciences morales et politiques venait consacrer son œuvre.

Jean-Marc nous avait donné ces dernières années un ultime témoignage de sa fidélité en acceptant la défense de notre camarade et ami Ahmed, accusé et incarcéré dans une affaire de droit commun qui mériterait qu'on lui consacre un livre. A la suite d'un message que Bertrand Renouvin et moi lui avions adressé, il apporta une réponse immédiatement positive et prit un train pour Angers vingt-quatre heures plus tard pour participer à la défense d'Achmed avec une générosité désintéressée. Lors du procès, après avoir déposé comme témoin de moralité en compagnie de Jean-Yves Lignel et d'autres amis, Bertrand avait bavardé – sans pouvoir deviner que ce serait la dernière fois – avec celui qui fit le lendemain une excellente plaidoirie, hélas point décisive...

Avec Gérard Leclerc et Bertrand, nous avons été nombreux à assister à ses obsèques, en l'église Saint-Eustache. Jean-Marc Varaut est maintenant dans notre mémoire collective, à jamais.

Yvan AUMONT

(1) Dans leurs éditions datées du 28 mai.

(2) *Réaction* n°6 – été 1992 – « Table ronde : Monarchie et démocratie ».

(3) Citons en autres : *La Prison pourquoi faire ?* (1973), *La Terre judiciaire : la Révolution contre les Droits de l'homme* (1993), *Pour la nation* (1999), *Faut-il avoir peur des juges ?* (2000), *Descartes, un cavalier français* (2002).

royaliste

BULLETTIN - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Jean-Marc Varaut - p.3 : Un collectif d'inconscients - La fin d'un tabou - p.4 : Logiques - Remèdes de charlatans - p.5 : Irangate bis - p.6/7 : Mascarade et dégâts - p.8 : Le maire de sable - Par-delà les murs - p.9 : Hommage à Paul Ricoeur - p.10 : Blake et Mortimer - Sagan avant l'heure - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Ils n'ont rien compris.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01 42 97 42 57
Télécopie : 01 42 96 05 53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Un collectif d'inconscients

Auteur d'un ouvrage sur les Cent-jours, Dominique de Villepin sait parfaitement que l'aventure d'un Jacques Chirac, technocrate cynique et chanceux, n'est en rien comparable à l'épopée napoléonienne - même dans le désastre.

Au lieu d'une France battue et envahie, nous n'aurons - heureusement - que la décomposition lente d'une faction menée par un chef contesté et vacillant.

Après le désaveu du 29 mai, que reste-t-il à Jacques Chirac ? Les pitoyables recettes d'une psychanalyse de bazar au nom desquelles on jette un homme fidèle et sincère dans la tourmente. Au bout de cent jours, Dominique de Villepin aura échoué mais ce sera toujours trois mois de répit, auxquels on pourra ajouter trois mois de sursis, peut-être même six. Le Waterloo du Premier ministre ressemblera à une rixe de théâtre, devant un public de plus en plus clairsemé.

Dès l'entrée des acteurs sur scène, les spectateurs ont su que la pièce serait mauvaise : tout le monde connaît déjà le *traître* qui ne mérite même pas d'être désigné ainsi puisque Nicolas Sarkozy ne cache pas sa volonté de tuer le père sublaquant.

Le jeu du vieux chef semble tiré d'un résumé de troisième main de l'œuvre de René Girard : dans sa rivalité mimétique avec le petit Nicolas, le grand Jacques accueille son futur assassin dans sa demeure, et mande un tiers (Dominique) pour le protéger. Et si le président finissait par étouffer son rival ? Question pertinente, mais le public baille : on n'est pas chez le roi Lear.

Ceux qui restent éveillés se demandent si la scène première de l'acte I n'a pas été écrite par un arrière-petit-neveu de Sigmund Freud : le lapsus sur les Cent-jours montre bien que l'inconscient de l'aimable Villepin est déjà structuré par la défaite. Mais le public sait déjà que l'homme lige de Jacques Chirac bataillera jusqu'au bout, avec ce *pragmatisme* qui exprime l'absence de projet et de moyens, face à une nation majoritairement hostile.

Le gouvernement, quant à lui, n'est qu'une triste galerie de jeunes chevaux de retour. Tour à tour, ils vont déclamer un texte qui relève de la farce :

- *le peuple* : nous refusons toutes les recettes libérales, tous les mitrons et cuisiniers qui les mitonneront, tous les valets et maîtres d'hôtel qui les poseront sur notre table ;

- *les ministres* : vous reprendrez bien une portion d'ultra-libéralisme, en entrée, en plat de résistance et au dessert ?

Tout cela est ridicule, et odieux. Pendant que ces messieurs vont tenter d'amuser la galerie, nous allons continuer de supporter les conséquences de la concurrence effrénée. Pendant un an ? Deux peut-être ? C'est trop long. Il n'est pas sûr qu'on attende.

Annette DELRANCK

La fin d'un tabou

Au grand scandale des bien pensants, quelques déclarations récentes mettent fin à un tabou : l'euro n'est plus intouchable.

«L'Italie devrait réfléchir à un abandon temporaire de l'euro » estimait Roberto Maroni, ministre des Affaires

sociales, dans un entretien accordé le vendredi 3 juin à *La Repubblica*. Cette tonitruante déclaration succédait à d'assourdissantes interrogations émanant d'un pays réputé sérieux en matière monétaire : la RFA. Le mercredi précédent, l'hebdomadaire allemand *Stern* rapportait que le président de la Bundesbank, Axel Weber, et le ministre des Finances, Hans Eichel, avaient discuté, lors d'une réunion avec des économistes, de « l'échec de l'union monétaire ». Le magazine citait les propos d'un des économistes présents, Joachim Fels, selon lequel les divergences économiques au sein de la zone euro pouvaient « conduire d'ici un certain nombre d'années à un démantèlement de l'euro ».

Tollé dans les milieux autorisés ! Un communiqué de la Bundesbank assurait immédiatement que « le ministre des Finances et le président de la Bundesbank voient l'euro comme un succès unique et un pas important pour assurer l'avenir de l'Europe ». Et, pour l'inénarrable Jean-Claude Trichet, son président, « la BCE compte assurer aujourd'hui et demain... la stabilité des prix et la confiance dans la monnaie » ! Pour ce qui est de la confiance, M. Trichet repassera : 56 % des Allemands souhaitent le retour du mark et, aux Pays-Bas, l'euro a été la cible des partisans du non à la constitution. Mais surtout, selon un autre participant à la

réunion citée par *Stern*, si l'échec de l'euro n'avait pas été le sujet principal des discussions, « le sujet était les divergences (de croissance) ».

C'est bien là que le bât blesse. D'autant que ces divergences ne peuvent que s'accroître avec l'élargissement à l'UE des dix nouveaux pays destinés à rejoindre à terme l'union monétaire. La BCE de Francfort, dont la seule priorité est la lutte contre l'inflation au détriment du soutien à la croissance, est la cible de critiques de plus en plus nombreuses. Lors d'un colloque de l'IFCCE, pendant la campagne française pour le non, l'UDF Michel Pinton avait brillamment démontré que, d'après les sources de la Communauté européenne elle-même, les pays de la zone euro souffrent d'un taux de croissance inférieur à celui des autres nations qui ont conservé leur monnaie (entre -0,1 et -1,5 % par an, entre 1999 et 2004) (1).

D'une manière générale, « la zone euro accuse un retard de croissance chronique sur les autres régions du monde ». Les divergences économiques sont persistantes au sein de la zone (certains pays sont en croissance, d'autres en récession). Les coûts de production varient au sein des douze. L'inflation fluctue d'un État à l'autre. Comment conserver à terme une monnaie unique qui ne peut évidemment pas assurer les ajustements nécessaires à chaque situation ?

Alain SOLARI

(1) cf. Michel Pinton - « L'Europe est-ce la fin de la nation ? » dans le n°44 de la revue *Cité* (prix franco : 7 €).

Logiques

Nous avons souvent critiqué François Hollande et moqué ses prétentions ridicules de présidentiable en puissance.

Maintenant que les choses sérieuses commencent au Parti socialiste, il faut examiner froidement les logiques.

Le chef du P.S. a choisi de transformer l'immeuble de la rue de Solferino en bunker et de s'y enfermer avec ses seuls amis. De son point de vue, l'éviction de Laurent Fabius du secrétariat national était nécessaire. Mais ce point de vue, qui s'est imposé le 4 juin lors du Conseil national, est significatif d'un désarroi et d'une impuissance : lorsqu'on ne peut plus affirmer son autorité, on a recours à la discipline. Mais qui croira que cette mesure disciplinaire édictée par un quateron d'adjudants en prétraite ouvre la perspective d'une victoire des hollandistes en 2007 ?

Laurent Fabius n'est pas moins logique lorsqu'il décide de se maintenir sur la ligne politique qui lui a donné un rôle majeur dans la bataille contre le traité et qui en fait un des artisans de la victoire des antilibéraux — parmi lesquels on compte de très nombreux socialistes authentiques. L'ancien Premier ministre se propose d'écouter les Français, de rassembler les socialistes et de préparer l'alternance. Cette démarche a l'avantage de la cohérence. Elle devrait le conduire à un nouvel affrontement sans concession avec les hollandistes, sur la ligne de fracture créée par Jacques Delors en 1983 et qui, depuis, n'a cessé de s'aggraver.

Jacques BLANGY

Remèdes de charlatans

À l'allure où vont les choses, il faudra bientôt payer pour travailler. Deux exemples tirés de l'actualité récente et une pratique désormais solidement ancrée dans les entreprises viennent alimenter cette crainte.

Le premier exemple concerne le lancement annoncé d'un site internet d'enchères inversées dédié aux demandeurs d'emploi. Sur ce site, une entreprise pourra proposer un emploi en fixant un salaire maximum ; le chômeur qui fera la proposition de salaire la plus basse obtiendra le travail. Le tout en parfaite conformité avec la loi à partir du moment où le salaire ne descend pas au-dessous du Smic.

Le second exemple est moins spectaculaire mais tout aussi parlant. L'histoire se déroule dans le Haut-Rhin chez *Amcor-Rentsch*. Cette entreprise, filiale d'un groupe australien, est spécialisée dans l'impression de paquets de cigarettes. La direction du groupe décide d'investir dans une nouvelle machine qui permettra de réaliser des gains de productivité. Plusieurs sites européens sont en concurrence. Malheureusement pour elle, les salaires de l'usine alsacienne sont trop élevés et nuiraient à la rentabilité de l'investissement, sauf à réduire les coûts salariaux de 10 %. Les salariés refusant tout licenciement, se trouvent confrontés à l'alternative suivante : renoncer à l'investissement qui leur garantit plusieurs années de travail et à terme disparaître ou accepter un gel de salaires cumulé à la

suppression d'une prime. Ils ont opté pour la seconde et emporté le marché. Pour rendre le site alsacien encore plus attrayant aux yeux de l'investisseur, le conseil général a accordé une prime d'installation d'un million d'euros à l'entreprise. Ce faisant, les salariés qui sont aussi des contribuables payent doublement le maintien de leur emploi.

La pratique maintenant. Elle illustre le scandale qui consiste à recruter une main d'œuvre compétente, dynamique et formée en la rémunérant, dans le meilleur des cas, à un tiers du Smic, soit un peu plus de 300 euros, et dans le pire des cas en ne la rétribuant pas du tout. Il s'agit des stages de fin d'étude que doivent obligatoirement effectuer les étudiants de deuxième ou de troisième cycle universitaire, et ceux des grandes écoles. Pendant le temps que dure le stage (de deux à six mois en moyenne), ils occupent un véritable emploi, en lieu et place d'un salarié. Les entreprises leur font miroiter un contrat à durée indéterminée à l'issue du stage s'ils font l'affaire. Au final, ils n'obtiennent rien, sont remerciés et remplacés par... un autre stagiaire. Les entreprises bénéficient, ainsi, d'une main d'œuvre bon marché, voire gratuite, docile, qui ne rechigne pas à la tâche et qui,

parfois, travaille largement plus de quarante heures par semaine. D'un strict point de vue pédagogique, rien ne justifie cette pratique. Les entreprises, de leur côté, avancent que cela leur permet de tester une éventuelle future recrue : elles font ainsi semblant d'ignorer que les conventions collectives définissent des périodes d'essai de trois à six mois pour les cadres qui permettent aux entreprises, de tester les nouveaux embauchés et réciproquement.

Ces exemples et cette pratique trouvent leur fondement dans l'idéologie ultra-libérale qui professe la minimisation des coûts et la maximisation des profits. Tant que nous ne sortirons pas de cette dualité, il est peu probable qu'on puisse rompre avec ces pratiques. Là est le vrai scandale. Et les premières déclarations du nouveau Premier ministre ne sont guère rassurantes. N'affirmait-il pas dès le 1^{er} juin devant les sénateurs UMP que pour relancer l'emploi, il ne fallait pas hésiter à faire sauter « tous les verrous à l'embauche. » Le salaire en est un...

Nicolas PALUMBO

URGENCE !

Pensez à notre souscription.

Voir page 11

Irangate bis

Le projet américain de *Grand Moyen Orient* suppose de récupérer l'Iran dans le camp occidental, rebaptisé camp des démocraties, comme au bon vieux temps du Chah.

Si Saddam Hussein avait réellement possédé des armes de destruction massive, nous n'en serions pas là aujourd'hui. La Corée du Nord est sanctuarisée grâce à son armement. Pourquoi Téhéran se priverait-il des moyens d'une dissuasion efficace ? Le risque d'invasion de l'Iran, qui en garde un souvenir pas trop éloigné (partage anglo-russe avant la Première Guerre et pendant la Seconde Guerre mondiale), ne grandit pas à cause de son projet de conversion de l'uranium. C'est au contraire quand Téhéran s'est affaibli que ce risque s'est accru.

Mais qu'en pense réellement Washington ? Redoute-t-il un Iran nucléaire plus que la bombe verte pakistanaise ? Le régime d'Islamabad semi-talibanisé est pourtant plus menacé que celui des ayatollahs. Les risques de déstabilisation interne, le fanatisme religieux y sont infiniment plus vraisemblables. En comparaison, les Iraniens font figure de gens sensés. Une capacité nucléaire en Iran pourrait se révéler fort utile si le Pakistan tournait mal. Le coup d'une cession possible à des groupes terroristes nous a déjà été fait avec Saddam Hussein. En réalité, Condi Rice l'a dit clairement : la question iranienne n'est pas d'abord le nucléaire, comme voudraient le faire croire les Européens, mais le caractère terroriste de son régime. Sans trop solliciter cette affirmation, les Américains pourraient à l'évidence s'accommoder d'un Iran puissance nucléaire à condition qu'elle soit l'alliée des États-Unis. Téhéran avait été érigé en

gendarme du Golfe à l'apogée du régime du Chah, avec des milliers de conseillers militaires, la meilleure aviation de combat, et, on l'oublie, c'est le Chah lui-même qui avait lancé le programme nucléaire. La position stratégique de l'Iran permet en effet de contrôler tous les points faibles alentour : Téhéran était le rempart contre le communisme, avec lequel il possédait la plus longue frontière, de l'Azerbaïdjan, en passant par le Turkménistan, pour en finir avec l'Afghanistan ; du côté du Golfe, le Chah avait presque pris le contrôle du détroit d'Ormuz et tenait en otage les champs pétrolifères saoudiens, koweïtiens et irakiens. Comment à Washington ne pas y rêver encore ? Le contrôle de l'Irak et de l'Afghanistan voire du Caucase et de l'Asie centrale ne sont que des pis-aller. Ils n'ont vraiment de sens stratégiquement que par rapport à l'Iran, le vrai noyau dur.

En fait, certains aux États-Unis ne pensent même qu'à cela depuis 1979 : 800 000 Iraniens émigrés à Los Angeles et ailleurs, avec des élites influentes dans les cercles dirigeants de Washington, mais aussi tous ceux qui n'ont jamais digéré l'humiliation des otages de l'ambassade américaine, qui a si fortement pesé sur la politique intérieure outre-Atlantique. Les néo-conservateurs spécialement sont passés alors de la guerre des cultures dans les milieux intellectuels domestiques à une vision internationaliste. Les équipes liées au scandale de l'Irangate du temps de Reagan forment le noyau des collaborateurs de l'actuel président,

dont les deux ambassadeurs successifs à Bagdad (Negroponte et Khalilzad). Quoique extérieure à ces deux groupes, Condi Rice est une vieille passionnée de la question iranienne.

1979-2005 : un quart de siècle d'*incommunicando* n'a pas dû beaucoup éclairer les officines américaines spécialisées sur les réalités iraniennes contemporaines vues à travers le prisme de ces cercles influents mais décalés. La solution simpliste à l'irakienne, des frappes aériennes et le peuple, renverse le régime et applaudit le retour des Américains, est plus que hasardeuse. Les plus intelligents réfléchissent et travaillent à un retournement à l'intérieur même de la hiérarchie chiite. Najaf en Irak reprendrait le dessus sur Qom en Iran, comme au temps où Khomeyni était en exil en Irak, sauf qu'à Najaf le courant conservateur quiétiste de Kho'i l'emporte désormais avec Sistani sur le courant révolutionnaire intégriste de Sadr dont Khomeyni avait été l'élève.

Les élections du 17 juin qui pourraient voir revenir à la présidence de la République le conservateur pragmatique Hachemi Rafsandjani qui a déjà occupé ce poste de 1989 à 1997, sont destinées à gagner du temps, à tenter de favoriser la prospérité économique, dopée par les cours du pétrole, et à conduire des négociations sur l'entrée de l'Iran dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). C'est une sorte de voie chinoise ou malaisienne (Islam s'entend), assurant pour le moment l'immobilisme politique. Le jeu est ouvert et subtil. Pour l'équilibre régional et mondial, il faut qu'il le reste.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **DANEMARK** – Dans un discours prononcé le 5 juin à l'occasion de l'anniversaire de la Constitution, le Premier ministre a annoncé son intention d'engager une réforme de la loi de succession à la couronne pour permettre l'égalité des hommes et des femmes. L'actuelle loi qui a été amendée pour la dernière fois en 1953, prévoit une dévolution par ordre de primogéniture, les hommes précédant les femmes.

♦ **ESPAGNE** – L'infante Cristina, deuxième fille du roi Juan Carlos, vient de donner naissance le 5 juin à son quatrième enfant, Irène. Cette dernière se place en neuvième position dans l'ordre de succession de la couronne espagnole.

♦ **WALLIS** – Situation de crise entre le préfet de la République et la famille royale. A Uvéa, la Grande chefferie où siègent les ministres du roi s'est en effet opposée à l'application d'une décision de justice prise contre le petit-fils du roi responsable d'un accident mortel de la circulation. La chefferie demande le départ du préfet, du président du tribunal et la dissolution de l'Assemblée territoriale. La majorité des familles royales sont opposées aux décisions de la Grande chefferie et ont engagé une procédure de destitution du roi. Ce dernier, qui porte le titre de Lavelua, Tomasi Kulimoetoke, âgé de 86 ans, est en poste depuis 1959 et reste très respecté de la population. Spécificité du territoire d'outre-mer de Wallis et Futuna : c'est une entité administrative unique mais elle est composée de trois royaumes reconnus par la République : celui d'Uvéa à Wallis et ceux d'Alo et de Sigave à Futuna.

♦ **ROUMANIE** – Le Conseil juridique du Sénat a approuvé le projet de loi qui réglementera la situation juridique des biens ayant appartenu à la famille royale et qui lui avaient été confisqués par le régime communiste en 1947. Le roi recevra une indemnité de 30 millions d'euro pour le château de Peles, aujourd'hui une des principales attractions touristiques pour le pays et qui devient donc propriété d'Etat. Il lui est restitué la Villa Cavalerii à Sinaia dans les Carpates. D'autre part il garde l'usage du Palais Elisabeta, son actuelle résidence à Bucarest que sa fille la princesse Margarita et son gendre le prince Radu pourront utiliser leurs vies durant. Il est enfin prévu que, pour des manifestations exceptionnelles, le roi pourra avoir l'usage des châteaux de Peles, de Pelisor et de Foisor mais ceux-ci restent ainsi dans le patrimoine national.

♦ **BELGIQUE** – C'est à Pékin que le roi Albert II, accompagné de son épouse la reine Paola, a fêté son 71^e anniversaire (il est né le 6 juin 1934). Il effectue en effet une visite d'Etat en Chine, escorté d'une importante délégation composée non seulement de chefs d'entreprises mais aussi d'universitaires et de personnalités du monde intellectuel. Reçu par le président chinois Hu Jintao, le roi après avoir visité le futur site des Jeux olympiques de 2008, a symboliquement déposé une gerbe sur la place Tian an Men, quasiment seize ans jour pour jour après la tragique répression du printemps de Pékin.

Mascara et dégât

Guillaume Kopp était le chef de mission à Sri Lanka d'une importante ONG lorsque les côtes du pays ont été dévastées par le raz-de-marée du 26 décembre 2004. Avec son équipe, notre ami a dû affronter une immense catastrophe naturelle et sa « gestion » catastrophique par l'organisation dont il a par la suite démissionné. Sur les véritables objectifs de certaines ONG « humanitaires », sur l'emploi de leurs fonds, sur le rôle des médias, le témoignage de Guillaume Kopp est accablant.

■ **Royaliste** : Tu appartenais à une organisation humanitaire...

Guillaume Kopp : Non ! Cette organisation se réclame de l'action humanitaire auprès des bailleurs de fonds, mais dans neuf cas sur dix, elle fait plutôt du développement.

Par exemple, à Sri Lanka, notre ONG est implantée depuis 1997. Elle dispose d'une base à Jaffna dans le Nord, à Trincomalee et Batticaloa dans l'Est ; à la suite de la catastrophe nous avons ouvert une nouvelle base à Ampara, au sud-est, dans une région très touchée.

L'an dernier, la mission était composée d'une centaine de personnes dont dix expatriés : principalement des Français mais aussi un Belge et une Espagnole ; les Sri Lankais de l'équipe sont pour la plupart des Tamouls.

Nos programmes comportent plusieurs volets : distribution de semences aux paysans, formations pour le développement de l'agriculture, puits et traitement de l'eau, construction de petites routes et de ponts pour relier les villages...

Le financement de ces actions est assuré à 95 % par l'Union européenne par le biais de son agence humanitaire ECHO. En 2004, le budget de cette ONG pour le Sri Lanka était de 700 000 euros.

■ **Royaliste** : Quelle est la situation à Sri Lanka à la veille de la catastrophe ?

Guillaume Kopp : C'est un petit paradis tropical qui vit une parodie pathétique de guerre froide entre Tamouls et Cinghalais. Cette situation est tragique pour le pays et traumatisante pour le peuple qui vit dans un état de tension entretenu en permanence par les dirigeants.

Les ONG se trouvent prises, qu'elles le veuillent ou non, dans cette logique politique très ancienne.

■ **Royaliste** : Les polémiques qui ont éclaté en France sur le rôle des ONG annoncent-elles une crise de l'humanitaire ?

Guillaume Kopp : La catastrophe du 26 décembre est considérable, mais elle n'a pas été suivie d'une crise humanitaire : c'est l'humanitaire qui a été catastrophique.

Ce qui s'est passé à Sri Lanka, et auparavant en Somalie, au Kosovo, en Afghanistan, c'est moins une crise de l'humanitaire qu'une crise de croissance de l'humanitaire. Pour reprendre le langage marxiste, l'humanitaire a procédé par stades successifs de concentration de son capital - son capital étant la compassion mondialisée. Cette concentration se fait par la hausse tendancielle du taux de profit médiatique. Ceci au nom de prétendues victimes.

■ **Royaliste** : Prétendues victimes ?

Guillaume Kopp : En effet ! L'humanitaire, je l'ai vérifié à Sri Lanka, peut susciter des nouvelles catégories de victimes qui justifient et pérennisent son action, quitte à aggraver la situation locale.

■ **Royaliste** : Pour te faire bien comprendre, il faut nous expliquer ce que tu as vécu...

Guillaume Kopp : Le raz-de-marée a été une catastrophe nationale car toutes les côtes ont été touchées. Les territoires sous contrôle des *Tigres libérateurs* comme ceux sous contrôle du gouvernement ont été dévastés par les deux vagues. Il y a eu 31 000 morts, 5 000 disparus et 500 000 personnes ont été déplacées.

Le jour où le tsunami a frappé le Sri Lanka, nous étions déjà en situation d'urgence humanitaire car le pays venait de subir deux semaines consécutives d'inondations, provoquant le déplacement de 125 000 personnes sur toute la façade Est. Lorsque la vague est arrivée, nos équipes étaient déjà à pied d'œuvre dans des camps *en dur* : écoles, mairies, mosquées, églises, pas des camps de tentes. Nous étions donc déjà extrêmement sollicités sur le terrain.

Le tsunami est un événement fou, impensable par son ampleur et sa brutalité, alors que nous n'étions pas préparés à

voir autant de victimes, autant de cadavres - même pour les expatriés expérimentés. Certains membres de nos équipes ont perdu leurs proches dans la catastrophe, épreuve supplémentaire que nous avions à surmonter tous ensemble. Il y avait aussi les rumeurs de troisième tsunami provoquant des mouvements de panique collective, y compris dans nos propres équipes. D'où la nécessité, après le raz-de-marée, de reconstituer nos forces, y compris au plan psychologique.

Nous avons reçu du siège de notre ONG, dès le début, le matériel indispensable pour le traitement de l'eau, pour creuser des puits et des latrines dans les camps. Mais, très vite, nous avons été confrontés à la logique de la communication orientant l'essentiel des décisions de l'ONG.

■ **Royaliste** : De quelle manière ?

Guillaume Kopp : Les professionnels de la communication sont arrivés avec les premiers avions pour « cadrer notre discours » en fonction des enjeux institutionnels de notre ONG qui se sont avérés contraires aux intérêts du pays. Il a fallu que nous obtempérions à ces injonctions, faites par l'ONG dans un souci de positionnement sur le marché humanitaire. Cette ONG a vu dans le tsunami la catastrophe qui lui permettait d'atteindre « le seuil criti-

ade
nts

que » : tels sont les mots que le président de l'ONG a prononcés devant moi. Ce « *seuil critique* » doit lui assurer sa pérennité dans la compétition humanitaire. C'est une logique de pouvoir.

■ **Royaliste : Pourquoi cette nécessité de grandir encore et toujours ?**

Guillaume Kopp : La rhétorique officielle est : c'est parce que « *nous sommes les meilleurs* » qu'il faut que nous soyons présents. Il faut que nous soyons d'autant plus présents qu'on nous attend : il y a dans la charte de cette ONG le principe de l'accès direct aux victimes - ce qui permet de ne pas passer par les ONG locales et de ne pas être entraînés dans les pires dérives. Mais ce principe est aussi utilisé pour justifier l'arrivée en masse de matériel dont nous n'avions demandé qu'une petite partie : nous avons reçu trois avions cargo avec 90 tonnes de matériel dont beaucoup sont toujours stockées à l'aéroport de Colombo car nous n'en avons pas besoin.

C'est en vérité une pure logique de positionnement, les consultants requis par l'ONG comme on le fait dans n'importe quelle multinationale, ayant donné l'avis que je résume ainsi : « *compte tenu du nom de votre ONG, vous devez axer votre intervention sur l'aide alimentaire* ». Selon ce positionnement stratégique,

qui permettait de mieux cadrer notre *image* aux yeux du public et des bailleurs de fond, nous avons reçu l'ordre d'aller distribuer quarante tonnes de biscuits nutritionnels. Or, nous avions prévenu les dirigeants que cette catastrophe nationale n'était pas une crise humanitaire parce que le peuple s'entraidait.

■ **Royaliste : De quelle manière ?**

Guillaume Kopp : Il était impressionnant et poignant de voir des files de camions affrétés par les Tamouls, y compris par les *Tigres libérateurs*, qui partaient vers le sud pour aider les Cinghalais et des files de camions affrétés par le Front national cinghalais remonter vers le nord pour porter secours aux Tamouls. Cette mobilisation transcommu-

nautaire, pendant plus de trois semaines, a constitué un événement sans précédent : elle a apporté de façon ponctuelle un semblant d'unité nationale dans un pays toujours désuni. Ensuite, les dirigeants du Sri Lanka n'ont pas tenu compte de ce mouvement : à l'Est comme à l'Ouest, ils ont utilisé la catastrophe pour tenter de renforcer leurs positions.

Sur place, nous constatons cette mobilisation populaire et nous avions pour souci de ne pas la briser en couvrant le pays de produits dont il n'avait nul besoin. Les dirigeants de notre ONG étaient informés par nos soins de ce grand mouvement d'entraide, mais ils n'ont pas voulu le prendre en considération. Plus précisément, l'enjeu véritable était de matérialiser notre positionnement à la suite d'un accord stratégique avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Et, vis-à-vis des bailleurs, il était indispensable de montrer, grâce aux médias, que nous faisions des distributions massives d'aliments.

Pour notre part, nous n'avions rien à montrer. Que faisions-nous ? Nous creusions des latrines parce que c'est indispensable dans ce type de catastrophe. Mais les équipes de télévision qui nous regardaient travailler nous disaient que nous ne faisons rien et qu'elles n'avaient rien à montrer. C'est vrai, ce n'est pas télégénique de s'occuper de l'eau et des sanitaires. C'est vrai, les chiottes, ce n'est pas beau à voir, mais c'est insultant de dire cela à

des volontaires choqués, épuisés, totalement désorientés par les injonctions de l'ONG à laquelle ils sont censés obéir et qui sont en train de creuser des trous dans le sol parce qu'ils veulent éviter les maladies.

Malheureusement, notre refus de principe n'a servi à rien car sur le terrain les autres responsables d'ONG n'ont pas eu nos scrupules : ne sachant que faire de leur argent, ils ont distribué sans compter tout et n'importe quoi.

Il a fallu en effet affronter la ruée des ONG sur le pays ; elles survenaient dans un chaos indescriptible avec un invraisemblable mélange d'arrogance et d'amateurisme. À la télévision, vous avez vu les victimes regroupées dans des camps. Or, la pire catastrophe pour un pays, c'est la constitution de camps. Ces camps détruisent la structure sociale du pays : les populations qui y sont regroupées vivent dans une angoisse permanente, dans l'insalubrité, elles ne peuvent pas travailler et les enfants ne sont plus scolarisés - souvent parce que les écoles sont aussi transformées en camps. Lorsqu'on approvisionne le camp en denrées, on crée une richesse factice qui attire de tous les villages alentours des personnes qui cessent de travailler pour venir chercher des produits gratuitement distribués. Les villages se vident, le chaos n'est pas seulement installé mais il s'étend par le fait de l'action humanitaire. C'est ainsi qu'apparaissent de nouvelles catégories de victimes.

Mais tout cela n'était pas pris en considération : il nous fallait jouer le rôle qui nous était assigné dans un scénario monté par l'ONG et par telle chaîne de télévision qui avait donné 100 000 euros pour les victimes du tsunami.

Plusieurs d'entre nous ont refusé de participer à cette mascarade et j'ai démissionné de l'ONG dont je tais le nom : la polémique est inutile, c'est le système tout entier qui doit être mis en cause.

Propos recueillis par
B. La Richardais



■ **Le tsunami est un événement fou, impensable par son ampleur et sa brutalité...**

Le maire de sable

Derrière une habile propagande, qui présente l'image d'une capitale branchée, festive et innovante parfaitement incarnée par Bertrand Delanoë, un jeune iconoclaste souligne les dures réalités d'une politique de classe.

Lorsque la gauche remporta la mairie de Paris en 2001, beaucoup crurent que la nouvelle équipe allait mettre son dynamisme au service de la capitale et de l'ensemble de ses habitants.

Alors que le mi-mandat est dépassé, un premier bilan est d'autant plus nécessaire que le maire de Paris est devenu une personnalité de premier plan qui pourrait, selon certains, avoir un destin national. En ce cas, la politique qu'il aura menée dans la capitale prendra une valeur exemplaire.

Hélas, à lire François Devoucoux du Buysson (1), l'exemple de Bertrand Delanoë n'est pas à suivre.

Cette mise en cause choquera tous ceux qui rêvent d'accueillir dans leur salon le séduisant locataire de l'Hôtel de Ville, toujours jeune, si aimable et désormais bien habillé - une sorte de Michel Drucker de la politique. Mais les simples électeurs, qui demandent que leur ville soit vivable, vivante, colorée et accueillante, pourront découvrir ou vérifier au fil des pages qu'on les a bercés d'illusions.

Les apparatchiks socialistes et verts, blanchis sous le harnais, desservent la capitale et le peuple parisien. Certes, il y a des fêtes inédites et des distractions nouvelles, des flots de paroles généreuses et des manifestations (cocasses

ou imbéciles) du *bien penser de gauche* que François Devoucoux du Buysson rappelle avec une ironie réjouissante.

Les lecteurs perdront toute envie de rire lorsqu'ils prendront connaissance des sommes allouées à des associations groupusculaires. Les électeurs attachés aux principes de la *res publica* seront furieux de constater que Bertrand Delanoë mène, comme Nicolas Sarkozy, une politique délibérément communautariste.

Plus grave encore, faute de politique sociale et immobilière, les classes populaires et moyennes sont chassées d'une capitale qui devient le domaine réservé de la riche bourgeoisie traditionnelle et de la nouvelle gentry (les fameux bourgeois-bohème) que Bertrand Delanoë représente à merveille. Dans la lutte de classe, le séillant camarade de Lionel Jospin a choisi son camp - celui, chic et plus qu'aisé qui tend aujourd'hui à se retrancher des banlieues et des périphéries urbaines.

Le livre de François Devoucoux du Buysson comptera d'autant plus dans la future bataille électorale qu'il esquisse une nouvelle politique parisienne, remarquablement audacieuse.

Maria DA SILVA

■ (1) François Devoucoux du Buysson - « *Paris-cide, Les gâchis de l'ère Delanoë* », La Table Ronde, 2005, prix franco : 19 €.

Par-delà les murs

Pendant les guerres plus ou moins civiles ou après, est-il possible de se parler, de se comprendre, de nouer une amitié entre adversaires ? Sans doute. Même entre un Israélien et un Palestinien ? Oui, malgré tout. Françoise Germain-Robin fut le témoin et l'acteur d'une telle rencontre.

Encore un livre sur le conflit du Proche-Orient ? Disons tout de suite que celui-ci se présente de manière singulière car il est, dans sa conception même, non partisan, subjectif, intimiste.

Deux journalistes et écrivains, l'un Israélien, l'autre Palestinien, se découvrent, s'apprécient, s'embrassent lorsqu'ils se rencontrent sous l'égide d'une journaliste à *L'Humanité*, engageant un long dialogue dans un paisible village des Flandres où ils sont accueillis par un ancien député libéral au Parlement européen, Luc Beyer de Ryke.

Cette brève évocation dit déjà le caractère hautement improbable du dialogue qui eut pourtant lieu en dépit de l'opposition fondamentale, idéologique, sociologique, politique, existentielle, qui paraît exister entre les personnages.

Sans doute les lecteurs de *Royaliste* apprécient tout particulièrement cette complexité des relations - et des antagonismes. Mais ils peuvent aussi se demander en quoi l'opinion de deux intellectuels, aussi sympathiques soient-ils, peut ajouter à leur compréhension du conflit israélo-palestinien.

Ils découvriront au fil des pages (1) comment s'est déroulée cette conversation qui n'eut rien d'un échange éthéré et qui ne se conclut pas par une idylle : l'un a compris

les difficultés de l'autre, et réciproquement, ce qui est beaucoup.

Je me garderai de relever dans cet ouvrage les points principaux dans l'itinéraire des deux écrivains, de pimenter d'une citation, de porter des jugements car il suffit d'un mot de travers ou d'une formule maladroite pour que cet échange « par-delà les murs » soit ramené aux classifications et marquages habituels.

Mais il importe de préciser les conditions qui ont permis le dialogue, car elles valent pour d'autres êtres humains emportés par la logique infernale des conflits : pour que deux adversaires se parlent, il faut toujours *du tiers*. Entre Mohammed al-Asaad et Joseph Algazy, le tiers se présente d'abord sous l'aspect matériel d'un récit poétique écrit par le premier et dont le second rédigea la postface. Puis le tiers prit la forme d'une femme qui organisa la rencontre des deux hommes et anima, au sens le plus fort du terme, leur conversation. Nous souhaitons qu'elle se prolonge, par toutes les médiations possibles, y compris les plus improbables.

Yves LANDEVENNEC

■ (1) Mohammed Al-Asaad, Joseph Algazy, *Par-delà les murs, Un réfugié palestinien et un Israélien revisitent leur histoire*, dialogue animé et présenté par Françoise Germain-Robin, Actes Sud-Sindbad - pris franco : 20 €.

Hommage à Paul Ricœur

Sil est un penseur qui suscite spontanément un sentiment de gratitude, c'est bien Paul Ricœur qui vient de nous quitter et dont l'œuvre est pour ceux qui se sont mis à son école une source inépuisable. On a insisté à juste titre sur la modestie de l'homme, on ne cessera jamais de louer sa courtoisie. Car courtois, il le fut en toute occasion, y compris dans l'adversité mais surtout à l'égard de ses pairs dont il reconnaissait les mérites alors que la réciprocité ne se vérifiait pas toujours. Je pense aux propos méprisants de Sartre, alors que Ricœur ne s'intéressait qu'à ce dont il pouvait tirer profit, même chez son supposé ennemi. Ne consacra-t-il pas tout un séminaire à l'étude du texte de Sartre intitulé *Questions de méthode* ? N'admirait-il pas Foucault et Deleuze ? Mais d'une façon générale, il s'agissait pour lui de prolonger indéfiniment sa recherche pour répondre à toutes ses interrogations, qui rejoignaient d'ailleurs le plus large souci pour l'homme.

Ainsi la première caractéristique du penseur c'est la plus large hospitalité de la part de qui réfléchit, selon sa propre expression, tous les livres ouverts devant lui. Depuis les Grecs jusqu'à ses contemporains. S'il existe des âges de la pensée, des ruptures, et même des coupures épistémologiques, rien ne justifie à ses yeux l'oubli de qui que ce soit. Par exemple, lorsqu'il réfléchit au politique, il scrute avec la plus extrême attention les derniers apports, la théorie de la justice de John Rawls, le travail fondamental de Claude Lefort sur la démocratie, sans oublier toute la recherche de Jürgen Habermas. Mais c'est pour revenir aux grands classiques, aussi bien Aristote que Kant et Hegel, qui tous sont nécessaires pour élaborer une synthèse satisfaisante de sagesse pratique. Il en va de même dans tous les domaines. Ricœur n'a cessé de mettre en tension des systèmes hétérogènes, des traditions contraires, des disciplines aux objets les plus divers, non pour forcer les frontières, mais pour penser plus loin, tenir compte de toutes les dimensions, et percevoir parfois une tierce perspective oubliée.

Cependant cette diversité n'est pas l'éclectisme. Elle se réfère à une unité profonde, dont personnellement j'irais rechercher l'origine chez son maître Gabriel Marcel. Certes Ricœur, en prenant son essor, manifeste une totale originalité par rapport à l'auteur d'*Être et Avoir*. Il se lance dans une immense investigation conceptuelle, un corps à corps avec les sciences humaines, les théorisations les plus positivistes du langage et des structures. Tout ce qui pouvait indisposer Gabriel Marcel, soucieux avant tout de cette immédiateté du mystère humain, irréductible à toutes les réductions de type scientifique. Ne reproche-t-il pas au disciple d'avoir abordé le freudisme dans son livre *De l'interprétation* du point de vue le plus abstrait, donc le plus loin de sa méthode à lui ? Ricœur n'en disconvient pas. Il a utilisé les textes les plus théoriques de Freud, sans s'être suffisamment confronté à l'expérience analytique comme telle. Mais en même temps, il n'entend pas se laisser enfermer dans le seul mystère marcellien. L'école structuraliste française, tout comme l'école analytique anglo-saxonne offrent un champ d'investigation qu'il n'est pas possible d'ignorer.

par Gérard Leclerc



Franchissant le cadre du symbolique pour accéder au problème de la métaphore, Ricœur sortait du cadre de la réflexion métaphysique pour accéder aux difficultés des sciences du langage. Mais ce faisant, il n'abandonnait nullement le souci de reconnaissance de ce qui était spécifiquement la marque de la liberté créatrice. Aussi bien, au terme de l'étape, pouvait-il retrouver certaines intuitions de Gabriel Marcel. C'est le cas dans ce qui est peut-être le plus important de ses livres, *Soi-même comme un autre*, où il revient sur la notion de promesse, et se retrouve en plein accord avec la philosophie de son initiateur. Mais d'une façon plus générale, il est fidèle à l'intention profonde : la métaphore dont il définit les structures syntaxiques est une *métaphore vive*, c'est-à-dire une figure de style qui rompt et déborde la structure, est créatrice d'un sens qu'elle révèle.

On a dit également à juste titre que Ricœur était un philosophe engagé. Il l'est à divers titres. Sa façon même de penser obéit à un souci d'actualité, de saisie d'une situation fondamentale à partir de laquelle il s'agit de se déterminer, en cohérence avec soi-même, en reconnaissance de l'autre et

en recherche de justice et d'équité. Ce lecteur jamais rassasié n'obéit jamais à l'égoïsme quelque peu narcissique du spécialiste, encore moins de l'hédoniste. Il veut répondre à un appel irrésistible où le souci de soi n'est jamais isolé. On pourrait même dire que sa recherche a une fonction directement sociale, même si l'exigence personnaliste la traverse de part en part. Quant aux engagements concrets du militant, ils se distinguent de la plupart des engagements intellectuels par une certaine modestie. Ricœur n'a jamais fait résonner son nom, comme Sartre a pu le faire. Tout simplement, parce que la cause est plus importante que le militant et qu'il y a danger lorsque la célébrité prend le pas sur les justifications et même le contenu de l'engagement.

D'origine protestante, Paul Ricœur est toujours resté fidèle à sa foi. Il tenait cependant à établir une différence entre ce qu'il appelait « la critique et la conviction », la critique correspondant à l'autonomie de la raison, la conviction au domaine proprement théologique. Mais cette dualité n'empêchait nullement des correspondances, d'autant que l'herméneutique dont le philosophe a fait l'usage le plus pertinent était d'origine théologique, étant née de l'étude exégétique de la Bible. Ricœur n'en affirme pas moins, à la façon de Pascal une hétérogénéité des ordres, celui relevant de « l'agape biblique » surdéterminant toute morale et toute justice. Ayant été à l'école du grand Karl Barth, il était aussi sensible à la transcendance absolue de Dieu, qui impliquait pour lui une sorte d'agnosticisme philosophique. Mais comme toujours avec l'auteur du *conflit des interprétations*, l'esprit de dialogue surpassait les oppositions. Ricœur qui avait été l'ami d'Emmanuel Mounier était un militant de l'œcuménisme. Barth n'effaçait pas Balthasar. Et s'il faut risquer un dernier mot, on saluera les dimensions polyphoniques d'une œuvre, foncièrement réconciliatrice et toujours stimulante, qui jamais ne fait le sacrifice de ce qui permet à la personne d'assumer son destin. D'Augustin au plus contemporain, grâce à Ricœur, ils sont tous appelés à nous éclairer et à défier la vie jusqu'au bout.

■ Quelques-uns des titres cités ici (*La métaphore vive*, *Le conflit des interprétations*, *Soi-même comme un autre*) ainsi que d'autres comme *Temps et récit* sont disponibles aux éditions du Seuil. On pourra se référer aussi au livre d'entretien, *La critique et la conviction* (Calmann-Lévy) (voir *Royaliste* n° 659 – prix franco : 21 €), ainsi qu'à la monumentale biographie écrite par François Dosse *Paul Ricœur, le sens d'une vie* (La Découverte) (voir *Royaliste* n° 696 – disponible en format poche, prix franco : 22 €).

Blake et Mortimer

Lorsque l'on ouvre un nouvel album de *Blake et Mortimer* c'est toujours la même et merveilleuse sensation, celle de retrouver après une absence plus ou moins longue de vieux amis que l'on aurait un temps perdus de vue. Mais non ! Ils sont bien là, semblables à eux-mêmes et l'on se plonge avec délectation dans le dernier opus de leurs aventures.

Un empereur indien mort depuis deux mille ans, autoproclamé défenseur du tiers monde s'acoquine avec les Soviétiques. Son but : se venger des Occidentaux. La première manifestation de sa puissance doit éclater lors de l'exposition universelle de Bruxelles de 1958. Nos deux héros se lancent dans l'aventure, secondés du fidèle Nasir. Et les voilà partis pour l'Antarctique où se dénouera l'intrigue. Ils y retrouveront Orlík et affronteront une invention diabolique comme leurs aventures nous ont habitués à en rencontrer. Dans un long flash-back nous découvrons le jeune Mortimer aux Indes où une partie cruciale du mystère a débuté des décennies plus tôt. On y rencontre un jeune homme ouvert, enthousiaste et fort amoureux dans une Inde en proie aux prémices de l'indépendance.

Le scénario de Yves Sente est solide, le dessin de André Juillard reprend la ligne claire. Des ambiances, des décors et une foi inébranlable dans le progrès mais aussi les rivalités entre nations souvent antagonistes traduisent bien le climat des années cinquante. Alors oui vive Blake et Mortimer !

Bruno DIAZ

Yves Sente & André Juillard - « *Les sarcophages du 6^e continent* », en deux tomes - Éd. Blake et Mortimer, - prix franco : 26 €.

Sagan avant l'heure

Irène Némirovsky (1903-1942) fut l'équivalent avant guerre de Françoise Sagan par la précocité de son talent, ses succès littéraires et son origine sociale. Après l'attribution, à titre posthume en 2004, du prix Renaudot pour son roman *Suite française*, elle revient dans l'actualité littéraire grâce à Jonathan Weiss qui vient d'écrire sa biographie⁽¹⁾.

Chaque vie comporte ses mystères. Irène Némirovsky, fille d'un riche banquier juif ukrainien, peut donner, dans au moins deux de ses livres, l'impression d'être elle-même antisémite. Elle n'hésite pas à collaborer régulièrement à *Gringoire* jusque dans les heures les plus sombres de l'Occupation. Tel est le dilemme identitaire que cherche à comprendre Jonathan Weiss. Née à Kiev en 1903, elle fuit sa ville natale en raison de la révolution bolchevique pour s'exiler à Paris à l'âge de 16 ans. Ville qu'elle connaît déjà pour l'avoir fréquentée régulièrement avec sa gouvernante française. Elle s'y installe avec sa famille dans les beaux quartiers, comme beaucoup de réfugiés fortunés. Le bac en poche, elle entame des études de lettres en Sorbonne tout en collaborant à plusieurs revues. Elle mène une vie frivole, faite de bals et de parties de plaisir qu'elle relate dans sa correspondance avec Madeleine Avot, une jeune provinciale qui l'avait invitée dans sa famille. Cette vie cesse lors de son mariage avec Michel Epstein, comme elle, russe, juif et fils de banquier.

Son premier roman, *Le malentendu*, raconte le récit

d'un amour adultère. Puis vient *David Golder* publié chez Grasset, et porté rapidement à l'écran par Julien Duvivier. Ce portrait acerbe d'un vieil affairiste juif et de ses proches remporte immédiatement un immense succès notamment auprès de la droite antisémite. Ce que lui reproche une journaliste de *l'Univers israélite* qui, après l'avoir rencontrée, la juge aussi peu juive qu'antisémite... A 25 ans, elle est déjà une égérie littéraire fêtée par Chardonne, Cocteau, Drieu la Rochelle et Morand.

Désormais et jusqu'à sa mort en déportation à Auschwitz en 1942, sa vie, comme son œuvre seront marquées par cette ambiguïté identitaire. La guerre s'annonçant, elle refuse un nouvel exil, se croyant protégée par son statut de romancière à succès et par ses amis bien placés. Elle néglige de demander la nationalité française au moment où elle peut encore l'obtenir et se convertit en 1939 au catholicisme. Elle fuit alors Paris pour le Morvan. Ses amis d'hier l'ignorent désormais, comme l'éditeur Bernard Grasset, l'aryanisation de la presse l'empêche de publier sous son nom. Peu lui importe, elle continue d'écrire dans *Gringoire* à côté de

plumes antisémites. Le dernier roman publié de son vivant par Albin Michel, *Les chiens et les loups*, peut être interprété sous un registre antisémite ou compassionnel. Son roman, posthume, *Suite française*, constitue son livre testament et une œuvre littéraire majeure : il raconte la débâcle militaire et morale de 1940, comme *Les Décombres* de Lucien Rebatet, mais aussi le courage de quelques justes qui réussissent à garder leur innocence au milieu des « bons Français » devenus tricheurs, voleurs ou assassins à la faveur des événements.

Irène Némirovsky livre déjà de son vivant quelques clefs pour la comprendre. Lors d'un entretien radiophonique, elle parle du « formidable hiatus » existant entre la vie intérieure de ses personnages et leur apparence. Elle vit certainement cette contradiction dans sa propre vie : cela la conduira finalement à la mort. Son biographe complète ses explications en soulignant que, toute sa vie, elle a cherché à réinventer ses origines juives sans les renier et trouve dans sa mésentente avec sa mère la cause majeure de ses difficultés existentielles. Au-delà, cette biographie nous propose un regard lucide sur les ambivalences de ces années tourmentées, sur le courage des uns et la lâcheté des autres. A lire sans restriction.

Jacques DOREMIEUX

(1) Jonathan Weiss - « *Irène Némirovsky* », Éditions du Félin, 224 pages, 2005 - prix franco : 20 €.

Souscription

Il n'est de paucité inguérissable

Cette fois-ci je suis franchement inquiet. Nous voici mi-juin et nous n'avons pas encore atteint les deux tiers des 15 000 euros nécessaires à notre survie. Et pourtant nos amis se sont mobilisés assez nombreux (à peu de chose près le même nombre que l'année dernière à la même époque) mais, effet sans doute de la crise financière que traverse notre pays, le montant moyen de chaque don a diminué et le résultat final est bien inférieur à ce qui serait nécessaire.

Que faire alors si nous n'atteignons pas notre objectif ? Ce sera la question cruciale que nous aurons à nous poser pendant l'été. Diminuer le rythme de parution du journal ? Réduire son nombre de pages ? Nous n'osons envisager ces hypothèses mais il faudra bien que nous nous y résolvions si la situation ne se redresse pas.

Car tout est encore possible : il reste 5 500 euros à trouver en un mois. C'est faisable si ceux qui n'ont encore rien fait mettent la main au portefeuille, même pour un don modeste, et si ceux qui ont déjà donné, et qui en ont les moyens, fassent un effort supplémentaire.

Je reste confiant.

Yvan AUMONT

10^e liste de souscripteurs

Gérard Bellebeau 30 € - O.B. (Puy de Dôme) 20 € - Michèle Bicheler 150 € - Djamel Boudjelal 17,52 € - Didier Bourdelin 20 € - Gisèle Brodud-Yvique 50 € - Philippe Cailleux 50 € - Amadeu Ciscar Penella 138 € - Jean-Loup Commo 40 € - Denis Cribier 75 € - Guy Delranc 20 € - Fabien et Véronique Desmeaux 33 € - Michèle Dutac 7,24 € - Luc Beyer de Ryke et Françoise Germain-Robin 20 € - Jean-Claude Guillebaud 100 € - Etienne Harel 15 € - Patrick Jacques 7,62 € - G.K. (Ile de France) 50 € - Antoine Lazinier 55 € - Guy Leclerc-Gayrau 10,29 € - Patrice Leraut 50 € - Thierry Lherm 20 € - Jean-Marie Mathieu 500 € - Michel Paris 60 € - Maurice Perrin 20 € - Yolande de Prunel 50 € - Jacques Roué-Daéron 100 € - Jacques Solé 20 € - Bernard Sonck 200 € - Raymond Tavernier 5 €.

Total de cette liste : 1933,67 €

Total précédent : 7636,24 €

Total général : 9569,91 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste> et www.narinfo.fr.st (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 15 juin** - Lors de la campagne référendaire, les adversaires du traité et quelques-uns de ses partisans ont dénoncé l'engagement des grands médias pour la prétendue "constitution", la mobili-

sation de la plupart des grands éditorialistes de la radio, de la télévision et de la presse écrite, la présentation fallacieuse qui était faite dans les reportages des enjeux européens, les différentes formes de censure exercée contre des partisans du Non. Nous avons demandé à **François RUFFIN**, que nous avions invité pour l'ouvrage qu'il a consacré aux *Petits soldats du journalisme*, de réfléchir avec nous sur cette mobilisation partisane des grands médias, d'exposer ses thèmes et ses techniques et surtout de nous en proposer une explication générale. Selon François Ruffin, nous sommes confrontés à « **Un journalisme de classe** ». L'hypothèse mérite d'être examinée et discutée avec soin.

● **Mercredi 22 juin** - Sujet non encore fixé.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

➤ Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

➤ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce - 2,10 € à partir de 10 ex.).

➤ Vendus aussi par année complète (46 € franco) de 1977 à 2004 (sauf 1979).

SCOOP - Une collection de la première année de *Royaliste* vient d'être vendue sur un site d'enchères internet pour la somme de 124 € !

Numéro Vacances

Comme tous les ans, *Royaliste* suspendra sa parution mi-juillet. Le dernier numéro à paraître (n°864) sera daté du 11 juillet. Il s'agira, comme d'habitude, d'un numéro "spécial vacances" de 16 pages, spécialement conçues pour faire connaître *Royaliste*.

Nous incitons vivement nos lecteurs à nous passer commande de quelques exemplaires afin de pouvoir le diffuser dans leur entourage. Nous avons établi pour cela un tarif particulièrement avantageux : 5 ex. : 8 € - 10 ex. 12 € - 20 ex. 18 €.

Pour le même tarif nous pouvons nous charger d'expédier des exemplaires aux listes de personnes dont vous nous communiquerez les adresses.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Ils n'ont rien compris

Les oligarques n'avaient pas compris la nature et le sens de la campagne qui se menait contre eux : ce fut une des causes de leur écrasante défaite. Ils n'avaient pas compris que cette campagne n'était pas celle des nationalistes autoritaires, ni de divers autres opposants à la Turquie mais que le cœur de la bataille était à gauche, entre socialistes et hollandistes, et que la victoire du Non était celle de la majorité du peuple français contre ceux qui prétendent lui imposer les règles de fer de l'ultra-concurrence.

Au soir du 29 mai, les oligarques n'ont pas compris les deux grandes leçons du référendum, pourtant bien expliquées par quelques commentateurs demeurés lucides :

- les Français se sont une nouvelle fois affirmés comme un grand peuple passionné par la politique et capable de la raisonner dès que l'occasion lui en est donnée.

- ce vote politique est aussi un vote de classe, prévisible et prévu : les jeunes exposés à la broyeuse concurrentielle, les chômeurs, les classes populaires et moyennes salariées ont rejeté l'oligarchie française en toute connaissance de cause.

Dans la semaine qui a suivi leur défaite, les oligarques français se sont livrés sous nos yeux à un déni de réalité d'une ampleur et d'une force exceptionnelles.

A l'Élysée, un homme discrédité s'est persuadé que les Français avaient exprimé un simple « mécontentement » qui pouvait être apaisé par un changement de Premier ministre nous

annonçant que nous allions retrouver la « confiance » en cent jours. Le recours à cet expédient enrobé de « communication » infantile attisera la colère contre cette conjonction provisoire de naïfs, de roués et de cyniques.

Au siège du Parti socialiste, une équipe largement désavouée veut croire que seule la droite a été sanctionnée et qu'il suffit, pour conserver le pouvoir, d'expulser ceux qui ont appelé à rejeter le traité pour des raisons



partagées par les électeurs. L'agonie du hollandisme sera longue et douloureuse.

Dans les salles de rédaction, les directeurs autoproclamés de l'opinion publique, les journalistes de cour et les intellectuels accrédités n'ont pas cessé d'insulter les opposants au traité. En compagnie de socialistes, des communistes et de vieux compagnons gaullistes, nous faisons partie de la foule immonde des xénophobes, des trouillards, des frileux, des imbéciles. Serge July a rassemblé les pièces de ce procès fait à tout un peuple dans son éditorial du 30 mai, mais c'est André Glucksmann qui a remporté le grand prix de l'insulte en écrivant (1) que « la

France vit dans une économie de marché mondialisée et parle socialiste et national » - faute d'avoir le courage d'aller jusqu'au bout de l'abjection en écrivant que nous parlons *national-socialiste*.

Nous garderons notre sang-froid parce que nous savons que cette oligarchie ne peut pas faire autre chose que ce qu'elle fait : si les « pragmatiques » déniaient toute réalité à l'événement, si les intellocrates délirent, c'est qu'ils ne peuvent prendre acte du mouvement de l'histoire sans quitter, dans l'heure, les places et fonctions qu'ils occupent. Ils se batront donc jusqu'à la fin, avec violence.

Nous avons pour notre part à préparer les plans de reconstruction de la France et de l'Europe. Nous ne sommes pas seuls. Jacques Nikonoff a exprimé pendant la campagne des propositions qui rejoignent les nôtres sur beaucoup de points. Et nous pensons, avec Jacques Sapir, qu'« il est l'heure d'être radical » (2) : il faut envisager, pour l'Europe, une nouvelle protection tarifaire, le retour à la préférence communautaire, la transformation de l'euro et les révolutions institutionnelles qui permettront de réorganiser notre continent ; il faut préparer, en France, les bouleversements fiscaux et financiers qui permettront d'assurer la justice sociale, le développement économique et le plein emploi.

Nous allons tous travailler pour celui qui s'engagera à être radical en ce sens, démocratique et social. Car s'il est vrai que le pouvoir est à prendre, la majorité des Français n'acceptera pas qu'un « rassemblement à gauche » aboutisse, une fois de plus, à la conclusion d'un nouveau pacte entre diverses fractions de l'oligarchie.

Bertrand RENOUVIN

(1) *Le Figaro* du 2 juin.

(2) Texte diffusé sur la Toile.